

MOTION ASSEMBLEE GENERALE COORDINATION SUD

8 OCTOBRE 2020

Réunies en assemblée générale jeudi 8 octobre 2020, Coordination SUD et ses organisations membres, déplorent le nouveau report de l'examen du projet de *loi de programmation relatif au Développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales* (LOP-DSLIM). Les membres ont voté lors de son assemblée générale, à la majorité des présents et présentes la motion qui suit :

Motion

La *loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales* (LOP-DSLIM) est en préparation depuis 2018. Elle aurait dû être adoptée en 2019 (art. 10 de la Loi Canfin de 2014). Après de multiples reports, sa présentation en conseil des ministres est désormais annoncée pour le 4 novembre.

Les associations françaises de solidarité internationale réunies en assemblée générale de Coordination SUD tenue ce 8 octobre 2020, déplorent ces multiples reports et appellent le Président de la république à faire aboutir rapidement cette loi, inscrite au titre de ses promesses de campagne.

Dans différentes enceintes, en particulier au sein du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNSDI), comme du Conseil économique, sociale et environnemental, Coordination SUD et ses membres se mobilisent depuis plus de trois ans, et ont partagé leurs recommandations afin que la future loi permette de renforcer la politique française de coopération au développement durable et de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Le Président de la République a affirmé dans l'allocution sur le Plan de relance que toutes les politiques publiques devaient se bâtir sur le temps long. La politique de développement est par excellence une politique du temps long. Dans le contexte de crise sanitaire actuel, il serait incompréhensible que cette loi ne devienne, par absence de volonté politique, qu'une occasion historique manquée pour incarner, par l'outil législatif, un engagement fort de la France à contribuer à un monde plus juste, plus solidaire et plus écologique.

Les associations françaises de solidarité internationale en appellent solennellement à la remobilisation pour la solidarité internationale. Elles réaffirment la nécessité d'une loi ambitieuse de programmation et d'orientation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales. Elles demandent à la présidence de la République et au gouvernement de faire de ce projet de loi une priorité politique, alors que les pays les plus pauvres et les plus vulnérables sont confrontés à une dégradation sociale, économique et environnementale inédite et massive, et qu'aucune relance durable ne pourra s'engager sans prise en compte de cette réalité.